

Rupture diplomatique entre Alger et Rabat

Page 19

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 25 août 2021

7 jrs/7

N°1712 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Le changement climatique menace un milliard d'enfants

Page 21



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Hissen Habré est mort

Page 23



Des armes de fabrication européenne circulent au Sahel

Page 20

AFRIQUE DU SUD

Les cas de viol et les meurtres ont augmenté de 60% en 2021

Les viols et les meurtres en Afrique du Sud ont augmenté entre avril et juin par rapport à la même période l'année précédente lorsque le pays était placé sous un confinement strict lié au Covid-19, a annoncé la police le vendredi 20 août 2021.



L'Afrique du Sud est l'un des pays les plus violents au monde, avec des meurtres en constante augmentation

Au moins 10.000 viols et 5700 meurtres ont été enregistrés entre avril et juin, soit une hausse de 60% par rapport au même trimestre en 2020. Ces chiffres montrent toutefois une augmentation de moins de 1% par rapport à la même période en 2019, avant la pandémie. «L'augmentation à deux chiffres ne reflète pas nécessairement la réalité car elle est comparée à une période anormale, lorsque le pays était à l'arrêt», a souligné le ministre de la Police, Bheki Cele, lors d'un point de presse télévisé, relayé par Le Figaro. Entre avril et juin cette année, les restrictions liées au Covid étaient considérablement assouplies, avec le maintien d'un couvre-feu.Les deux seules catégories de délits qui ont diminué au cours de la période sont les vols de stocks (8%) et les cambriolages d'entreprises (22,4%).

Gauteng hors de contrôle

Au centre de la criminalité qui mine le pays, Gauteng, la province de près de 16 millions d'habitants vit dans une insécurité grandissante, qui fragilise l'économie, le tourisme et bien évidemment le bien-être des populations locales rapporte Africanews. Après les multiples déversements de violence le mois dernier, les manifestations liées à l'arrestation de l'ancien président Jacob Zuma ont fait plus de 300 décès en moins de deux semaines. Ces violences marquent les pires troubles civils en Afrique du Sud depuis la fin du règne de la minorité blanche en 1994.

L'Afrique du Sud demeure l'un des pays les plus violents au monde, avec des meurtres en constante augmentation. Entre 2019 et 2020, la police a recensé plus de 21.000 cas, +1,4% par rapport à l'année précédente. Les disputes, les malentendus et les colères au volant «contribuent le plus aux meurtres», selon le statisticien de la police, Thulare Sekhukhune, cité par notre source.

Oumou Konaté

TOGO

Les établissements publics du secondaire désormais gratuits

Le gouvernement togolais a décidé de prendre en charge la totalité des frais de scolarité pour les établissements publics du secondaire. Cette décision prend effet à partir de l'**année scolaire 2021-2022 a- t-on appris ce lundi 23 août.**



La mesure sociale avec effet immédiat, vise selon l'exécutif, à « atténuer l'impact de la pandémie » sur les populations vulnérables

La rentrée scolaire 2021-2022 sera moins coûteuse pour les parentes d'élèves togolais. Compte tenu de la crise sanitaire du Covid-19, le gouvernement Togolais a annoncé dans un communiqué daté et signé du 21 août 2021, la gratuité des frais de scolarité pour les écoles publiques du collège et lycée. Les frais en questions sont de 6 000 et 12 500 francs CFA. La décision est saluée par les internautes sur les réseaux sociaux. La décision de l'État est immédiate et s'appliquera donc dès la rentrée scolaire qui approche.Dans le même élan de solidarité, l'exécutif a décrété prendre en charge pour le mois d'août 2021, la



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Communiqué du Gouvernement

La crise sanitaire que traverse le monde a eu des impacts socio-économiques sur toutes les populations et menace de creuser encore plus le fossé des inégalités et des vulnerabilités.

Dans la poursuite des actions de renforcement de la résilience des populations togolaises et conformément à l'engagement du Chef de l'État, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, de ne laisser personne sur le côté, particulièrement en cette période de préparation de la rentrée scolaire, le Gouvernement décide des mesures suivantes d'application immédiate :

1. La gratuité (prise en charge par l'État) des frais d'inscription et de scolarité pour l'année scolaire 2021/2022 pour les collèges et lycées d'enseignement public sur toute l'étendue du territoire togolais.

2. La prise en charge par l'État de la tranche sociale des factures d'eau et d'électricité pour le mois d'août 2021.

C'est le lieu de rappeler que pour atténuer l'impact de la pandémie sur nos concitoyens, le Gouvernement, sur les orientations du Chef de l'Etat, a pris très tôt, non seulement des mesures de riposte sanitaire mais également diverses mesures fiscales et sociales, tel que le programme Novissi, pour soutenir l'activité économique et soulager les populations vulnérables.

Le Gouvernement salue le courage de la vaillante population togolaise et l'exhorte a encore plus de discipline et de vigilance dans dans le respect des mesures de riposte contre la pandémie de covid19. Il l'invite à adhérer massivement à la campagne de vaccination en cours.

Fait à Lomé le 21 août 2021
Le Gouvernement.

La suite à la page 4

SÉNÉGAL

La suite de la page 3

tranche sociale des factures d'eau et d'électricité. Cette tranche sociale traduit une consommation entre 0 et 10 m3. Une mesure qui fut adoptée en avril et août de l'année dernière, pour un coût de 10 milliards de dollars, des milliers de Togolais en avaient bénéficié.

Aussi, Faut-il le rappeler, au début de la crise sanitaire, Lomé a mis en place, le programme Novissi visant à fournir aux personnes et familles les plus vulnérables, des soutiens financiers mensuels, tout au long de l'état d'urgence. Ce programme a coûté environ 13 milliards de dollars. Depuis le début de la crise, le Togo se démarque par diverses actions sociales entreprises qui profitent aux foyers modestes. Le pays tend à minimiser au maximum le fossé des inégalités entre riches et moins riches.

Oumou Konaté

Le plan Orsec déclenché pour faire face aux Inondations



De fortes pluies sont tombées sur Dakar provoquant des inondations dans plusieurs quartier de la ville

Au Sénégal, les fortes pluies des derniers jours ont submergé les banlieues de Dakar et les populations grognent. Le plan d'Organisation des secours en cas de catastrophes (Orsec) a été déclenché par le chef de l'Etat.

Les habitants de certaines banlieues de Dakar, dont Diamaguène, Keur Massar, ou encore Thiaroye, ont le pied dans l'eau depuis plusieurs jours à raison des fortes pluies qui s'abattent sur le pays. Face à l'importance des dommages causés par ces pluies, le président Macky Sall a déclenché samedi, le plan d'Organisation des secours en cas de catastrophes (Orsec). Les autorités sont à pied d'œuvre pour trouver des solutions aux problèmes. C'est dans ce contexte que le ministre de l'Intérieur Antoine Félix Diome sur les lieux du sinistre. Il a annoncé plusieurs mesures prises dans l'immédiat, dont la mise à disposition d'un premier lot de matériel pour aider à dégager l'eau dans les zones les plus touchées. « Les premiers moyens ont commencé à être mobilisés, sur instruction de M. le président de la République,

La suite à la page 5

SÉNÉGAL

La suite de la page 4



Le calvaire des populations à chaque saison pluvieuse, en raison des inondations

Macky Sall. Cela a consisté à déployer sur le terrain une cinquantaine de hydrocureurs, mais ce n'est que le début, ainsi que 150 motopompes. », a déclaré le ministre selon RFI.

Grogne sociale

Au cours de la visite de terrain du ministre de l'Intérieur, des populations ont manifesté leur colère contre les autorités. A en croire Africanews, elles ont accusé le ministre du Désenclavement et des collectivités territoriales, qui affirmait en mai dernier que des travaux visant à lutter contre les inondations avaient été réalisés à 85 %. Un plan décennal de lutte contre les inondations, censé s'achever en 2022 a également été critiqué. Toutefois, le ministre Antoine Diome a rassuré qu'une fois l'interconnexion des bassins réalisée avec le drainage vers la mer, il n'y aura plus de problème d'inondations dans la capitale Dakar et ses alentours.

Par ailleurs, la question des inondations se pose chaque année, dans plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest, à l'image du Niger et du Burkina Faso. Certes elles sont favorisées par le climat, mais très souvent, aussi bien les gouvernants que les gouvernés y ont leur part de responsabilité.

Source: Africanews et RFI.

Line Rose

Ethiopie : HRW dénonce des exactions commises contre des Tigréens à Addis-Abeba

Human Rights Watch (HRW) a tiré la sonnette d'alarme sur le comportement présumé des autorités éthiopiennes à l'encontre des Tigréens vivant à Addis-Abeba.

Dans le rapport publié mercredi 18 aout 2021, HRW a déclaré que depuis la reprise de la capitale régionale du Tigré, Mekelle, le 28 juin, par le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), les forces de sécurité gouvernementales ont intensifié les violations des droits humains contre les Tigréens à Addis-Abeba.Ces dernières semaines, les forces de sécurité éthiopiennes ont procédé à des arrestations arbitraires et à des disparitions forcées généralisées de Tigréens à Addis-Abeba », a déclaré à Nation Africa Laetitia Bader, directrice de HRW pour la Corne de l'Afrique.L'ONG

La suite à la page 6

ETHIOPIE

La suite de la page 5

a exigé que les autorités rendent immédiatement compte des disparitions forcées des Tigréens et libèrent ceux qui sont détenus sans preuve crédible de crime. Il a également appelé les autorités éthiopiennes à mettre fin à tout traitement discriminatoire.

Arrestations arbitraires

Human Rights Watch a également exhorté les autorités à mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires d'activistes et de journalistes tigréens. « Le gouvernement devrait immédiatement mettre fin à son profilage ethnique, qui a jeté des soupçons injustifiés sur les Tigréens, produire des informations sur toutes les personnes détenues et fournir réparation aux victimes. », a plaidé l'ONG. HRW a publié le rapport après plusieurs entretiens avec des détenus tigréens actuels et anciens, des propriétaires d'entreprises, des proches de détenus, des témoins d'abus et des avocats. L'organisation de défense des droits humains dit avoir également examiné des documents judiciaires et de police et des photos pertinentes.À la mi-juillet, le commissaire de police d'Addis-Abeba, Getu Argaw, a déclaré aux médias que plus de 300 Tigréens avaient été arrêtés. Il a précisé qu'ils faisaient l'objet d'une enquête pour leur soutien présumé au TPLF, que le parlement éthiopien a désigné comme une entité terroriste en mai avec l'Armée de libération oromo (OLA), désignée par le gouvernement sous le nom d'OLF-Shene.



Human Rights Watch a tiré la sonnette d'alarme sur la conduite présumée des autorités éthiopiennes à l'encontre des Tigréens vivant à Addis-Abeba.



Légende : Les forces de sécurité éthiopiennes ont procédé à des arrestations arbitraires et à des disparitions forcées généralisées de Tigréens à Addis-Abeba

Citoyens ordinaires visés

Bien que le procureur général ait déclaré aux médias que les citoyens ordinaires ne seraient pas touchés, selon les recherches de HRW, la plupart, sinon tous, semblaient avoir été ciblés sur la base de leur appartenance ethnique.Des témoins et d›anciens détenus ont déclaré à HRW que la

La suite à la page 7

SOMALIE

La suite de la page 6

police vérifiait les documents d'identité avant d'arrêter des personnes et de les emmener dans des centres de détention.

Disparition forcée

« Les avocats et les familles ont découvert, souvent des semaines plus tard et parfois de manière informelle, que certains détenus étaient emprisonnés dans la région d'Afar, à plus de 200 kilomètres d'Addis-Abeba. Le sort des autres, y compris 23 cas documentés par Human Rights Watch, reste inconnu », indique le rapport.« Les personnes qui disparaissent de force les empêchent d'avoir accès à des avocats, ce qui porte atteinte à leur droit à un procès équitable et peut infliger de graves souffrances mentales à leurs familles ». Le mois dernier, les victimes de la vague d'arrestations arbitraires en cours , ont déclaré à Nation. Africa qu'elles étaient ciblées sur la base de leur appartenance ethnique. Ils ont dit qu'ils vivaient dans la peur d'être à nouveau arrêtés malgré leur libération.

Source: Nation Africa

K.Faikofi

Le pays frappé par une triple menace de crise climatique, de Covid et de conflit



La crise climatique exacerbant les conflits existants et contribuant à de nouveaux, Covid-19 faisant des victimes

Les crises qui se répètent ont poussé la somalie , fragile pays d'Afrique de l'Est au «point de la catastrophe humanitaire», avec une personne sur quatre confrontée à l'insécurité alimentaire

Les sécheresses prolongées, la diminution des ressources en eau et le manque de terres fertiles alimentent les tensions entre les clans et créent des déplacements à grande échelle à travers la Somalie. La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a averti plus tôt ce mois-ci que la Somalie est « au bord d'une catastrophe humanitaire », avec une personne sur quatre confrontée à des niveaux élevés de crise. l'insécurité alimentaire et plus de 800 000 enfants de moins de cinq ans à risque de malnutrition aiguë.

Mohammed Mukhier, directeur régional de la FICR pour l' Afrique , a déclaré au journal The Guardian que "la Somalie est l'un des endroits les plus risqués de la planète pour vivre en ce moment. Le pays est un

La suite à la page 8

SOMALIE

La suite de la page 7



Le Covid est susceptible d'entraîner une aggravation de la nutrition parmi les groupes vulnérables, y compris les ménages pauvres dans les zones urbaines

catalogue de catastrophes", ajoutant que les catastrophes liées au climat, les conflits et le Covid-19 se sont transformés en une crise humanitaire majeure pour des millions de personnes. Avec une économie fragile largement basée sur l'agriculture, la Somalie est vulnérable à des conditions météorologiques de plus en plus irrégulières et extrêmes, telles que des sécheresses répétées et des inondations saisonnières. Dans le premier cas, selon le HCR, les récoltes échouent et le bétail meurt par manque d'eau et de nourriture ; dans ce dernier, ils sont simplement emportés. Comme une grande partie de la région, le pays a également dû faire face cette année et dernièrement à des essaims de criquets pèlerins qui consomment chaque jour environ leur propre poids en aliments frais.

La pandémie a perturbé l'économie

En juin, l'ONU a déclaré que le pays était confrontée à la pire pénurie de financement depuis six ans . Dans un appel d'urgence lancé en juillet, la FICR a déclaré qu'elle cherchait à lever 7 millions de livres sterling (8,7 millions de francs suisses) pour aider la Société du Croissant-Rouge de Somalie à fournir une aide humanitaire aux populations du Somaliland et du Puntland au cours des 18 prochains mois.Il a averti que Covid était susceptible d'entraîner une aggravation de la nutrition parmi les groupes vulnérables, y compris les ménages pauvres dans les zones urbaines et les personnes déplacées vivant dans des conditions surpeuplées et insalubres. La pandémie a perturbé l'économie somalienne, qui se remettait lentement d'années de conflit avant que Covid-19 ne frappe. Selon la Banque mondiale, l'économie s'est contractée de 1,5% en 2020 . Le secteur de l'élevage, qui représente au moins 40 % du PIB du pays , a été particulièrement touché.

Source:The Guardian.

K.Fiakofi

COOPÉRATION

Le Soudan et le Soudan du Sud rouvrent leurs frontières après 11 ans de blocus



À gauche : le président sud-soudanais Salva Kiir Mayardit. À droite : le Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok.

La poursuite du partenariat entre le Soudan et le Soudan du Sud, malgré le récent changement de gouvernement à Khartoum, a présenté une occasion unique de faire avancer le processus politique sur les questions frontalières.

Selon le bureau du président Kiir, cité par Allafrica, après une rencontre entre, le président sud-soudanais Salva Kiir et le Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok , il a été annoncé

que le Soudan et le Soudan du Sud ont accepté d'ouvrir leurs frontières après 11 ans. Les deux parties ont engagé des discussions approfondies et des discussions franches sur tous les aspects et domaines de la coopération, rapporte un communiqué conjoint. Les deux parties ont convenu de l'ouverture de quatre postes frontaliers que sont : Jebeleen-Renk, Meriam, Buram-Tumsah et Kharsana-Panakuac. Le lancement officiel aura lieu le 1er octobre 2021, par les autorités des deux pays.

Selon ce communiqué conjoint relayé par Nation Africa ce week-end, la réunion diplomatique convoquée à Juba a également résolu la réouverture du transport par eau. Sous le régime d'Omar Bashir, le Soudan du Sud et le Soudan ont fermé une grande partie des 2 000 Km de frontières en 2011, frappant les commerçants et les communautés des deux côtés de la ligne contestée.

Les frontières ont été fermées en 2011 lorsque les relations se sont détériorées après la sécession du sud à la suite d'une longue guerre civile, emportant avec elle les trois quarts du pétrole du pays. A en croire Nation Africa en janvier 2016, le président soudanais Omar al-Bashir a ordonné l'ouverture de la frontière de son pays avec le Soudan du Sud, mais cela n'a pas duré.

Fatimata COMPAORE

KENYA

La Cour d'appel rejette le projet de modification de la constitution

La Cour d'appel du Kenya a rejeté une offre du gouvernement d'apporter des changements fondamentaux à la constitution enboitant le pas à la Haute Cour de justice. C'est un nouveau coup porté au président Uhuru Kenyatta, qui avait initié les propositions controversées.



Cette décision a limité la capacité du président Uhuru Kenyatta à empêcher son ex-adjoint de lui succéder l'année prochaine.



La refonte constitutionnelle favoriserait le partage du pouvoir entre les groupes ethniques concurrents

Vendredi 20 août , le tribunal a confirmé une décision de la Haute Cour en mai qui a déclaré les réformes proposées illégales au motif que Kenyatta a agi de manière inconstitutionnelle, limitant sa capacité à empêcher son ex-adjoint de lui succéder l'année prochaine. «L'époque d'une présidence irresponsable est révolue depuis longtemps», a déclaré à Standar média Patrick Kiage. Le président Uhuru Kenyatta avait fait valoir que l'initiative rendrait la politique plus inclusive et aiderait à mettre fin aux cycles répétés de violence électorale dans ce pays d'Afrique de l'Est, une question brûlante qui a divisé l'élite politique.Le président n'a pas le pouvoir, en vertu de la constitution, d'initier des changements à la constitution», a-t-il déclaré. « Un amendement constitutionnel ne peut être initié que par le parlement… ou par le biais d›une initiative populaire », a-t-il souligné annonçant également que Kenyatta pourrait être poursuivi devant un tribunal civil pour avoir lancé le processus.

Le partage du pouvoir entre les groupes ethniques

Les amendements proposés,

La suite à la page 11

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 10

connus sous le nom de Building Bridges Initiative (BBI), auraient été le plus grand changement de gouvernance depuis une nouvelle constitution en 2010. Le BBI a servi de paratonnerre à la rhétorique des politiciens se bousculant avant les élections générales qui doivent se tenir en août 2022.Kenyatta a fait valoir que la refonte constitutionnelle favoriserait le partage du pouvoir entre les groupes ethniques concurrents et ne visait pas à refuser à quiconque la présidence.Les amendements visent en partie à apprivoiser les ambitions politiques de Ruto de succéder à Kenyatta en permettant de tisser une alliance contre lui, selon le militant anti-corruption John Githongo. Ruto a fait campagne vigoureusement pour hériter du bloc de vote Kikuyu de Kenyatta dans la région centrale et certains là-bas ont embrassé son message. La décision de vendredi permet au processus électoral de suivre son calendrier prévu sous réserve de tout recours devant la Cour suprême, la plus haute du pays.

Source: Standard media; aljazeera.

K.Fiakofi

L'ex-ministre de la Défense élu président du Parlement

Limogée en août, l'ancienne ministre de la Défense sud-africaine Nosiviwe Mapisa-Nqakula vient d'être élue à la présidence du Parlement. Les partis d'opposition ont exprimé leur mécontentement face à cette nouvelle, mettant en doute ses compétences et ses principes, selon l'AFP.

L'ancienne ministre sud-africaine de la Défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula a été élue à la tête du parlement moins d'un mois après que le président Cyril Ramaphosa l'a démise de ses fonctions. Le poste de président du parlement était vacant après que Ramaphosa a nommé le titulaire Thandi Modise au poste de ministre de la Défense, l'un des 10 changements apportés lors du remaniement de son exécutif le 5 août. Mapisa-Nqakula était une candidate pour le poste de législature après que le Congrès national africain au pouvoir, qui dispose d'une majorité parlementaire absolue, l'a choisie comme candidate, a précisé Bloomberg. Mapisa-Nqakula a remporté 199 des suffrages exprimés au scrutin secret contre Annelie Lotriet, la principale candidate de l'Alliance démocratique de l'opposition qui a obtenu 82 voix.



Critiquée pour son incompétence perçue dans la réponse aux violences

Toutefois son élection à la tête du parlement sud-africain n'est pas du goût de tous. En effet, l'Alliance démocratique, principal parti d'opposition, a déclaré dans un communiqué que cette élection a «désarmé le Parlement», qui ne peut plus assurer «la responsabilité et la transparence». L'ex-ministre avait été critiquée pour son incompétence perçue dans la réponse aux violences et pour avoir contredit le président Cyril Ramaphosa, qui affirmait que les événements étaient une «insurrection» planifiée. L'émeute avait fait 354 morts et des milliers d'entreprises pillées. Mapisa-Nqakula avait été nommé ministre de la Défense en 2012 par le président de l'époque, Jacob Zuma.

Source : AFP, Bloomberg

Pierre Oued.

NIGERIA

15 élèves kidnappés retrouvent leurs familles

Des hommes armés qui avaient kidnappé plus de 100 lycéens dans un pensionnat de l'Etat nigérian de Kaduna en juillet ont libéré 15 élèves contre rançon, a-t-on appris sur le site de voa afrique.



Des centaines d'élèves et d'étudiants encore aux mains des ravisseurs n'ont pas eu la chance des 15 rentrés

«Quinze élèves ont été libérés dans la nuit du samedi 21 août 2021 après le versement d'une rançon», a indiqué, à l'AFP, le révérend Joseph Yayab, cité par voa afrique qui représente les parents du lycée, sans communiquer le montant de la rançon. Les autorités locales sont opposées au versement de rançons et menacent de prison ceux qui payent. «Nous avons toujours 65 de nos élèves aux mains des bandits et nous travaillons à leur libération», a déclaré M. Hayab. Cet enlèvement s'inscrit dans une série de kidnappings menés par des groupes criminels, communément appelés «bandits» par les autorités, qui terrorisent les populations du nord-ouest et du centre du Nigeria. Ils attaquent des villages, volent du bétail et enlèvent sur les routes des personnalités locales ou des voyageurs contre rançon. Ils opèrent à partir de camps situés dans la forêt de Rugu qui s'étend sur les Etats nigérians de Zamfara, Katsina, Kaduna et du Niger selon la même source. Récemment, ces groupes criminels se sont lancés dans des attaques visant des écoles et des universités, pratiquant des enlèvements de masse d'élèves contre rançon. Il faut noter qu'environ 1.000 étudiants ont été kidnappés depuis décembre, selon l'ONU. La plupart ont été libérés grâce à des négociations ou au versement de rançons, mais des centaines d'élèves et d'étudiants sont toujours aux mains de leurs ravisseurs. Rappelons que le 5 juillet 2021, des hommes armés avaient envahi le pensionnat du lycée baptiste Bethel Secondary School, dans la localité de Chikun. 121 élèves qui dormaient dans leurs chambres ont été enlevés. depuis lors; 56 élèves ont été libérés ou ont pu échapper à leurs ravisseurs, a rapporté voa afrique

Source : voa afrique

Oumou KONATE

SOUDAN DU SUD

Djouba appelle à une coopération sécuritaire renforcée avec Khartoum

Le président sud-soudanais, Salva Kiir, a appelé jeudi à une coopération renforcée en matière de sécurité avec son voisin du nord, le Soudan. Cela, afin d'éviter que les forces belligérantes n'opèrent sur les territoires des deux pays, a indiqué Xinhua.



Pour éviter les actions des forces belligérantes dans les 2 pays, le président Salva Kiir appelle à une coopération sécuritaire renforcée.



Bel exemple de coopération sécuritaire bilatérale, selon le Premier ministre soudanais, Hamdock

Le président Salva Kiir, s'adressant aux journalistes à Djouba, a déclaré : « Je veux que nous ayons une forte coopération en matière de sécurité des frontières, de renseignement et de protection des civils. Nous ne devons pas permettre, à ceux qui se rebellent contre l'un ou l'autre de nos deux pays, d'opérer sur notre territoire », a fait savoir le média chinois, Xinhua. La déclaration du numéro un sud-soudanais intervient alors que le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, est en visite de travail de deux jours à Djouba. Une visite qui améliorera les relations bilatérales entre les deux pays, selon Salva Kiir.

Montrer le bon exemple au monde

En effet, Hamdok est à Djouba pour dialoguer, avec les hauts responsables du gouvernement sud-soudanais dont le président Salva Kiir, au sujet de la récente scission entre les forces d'opposition

La suite à la page 14

La suite de la page 13

rivales du Mouvement du peuple soudanais/Armée en opposition, a indiqué le media Xinhua. Pour Kiir, l'accord de coopération, signé en septembre 2012, couvrait toutes les relations bilatérales essentielles, précisant que les peuples des deux pays voisins méritent la paix et la prestation de services au lieu de combats sans fin. Hamdok a déclaré, de son côté, que Khartoum est prêt à aborder les problèmes qui sont bénéfiques pour les deux pays, notant que le Soudan et le Soudan du Sud doivent montrer le bon exemple au reste du monde. « *Nous sommes sérieux au sujet de tous les problèmes qui sont dans notre intérêt et devons également montrer des exemples au reste du monde. Le Soudan du Sud et le Soudan continueront de coopérer. Nous devons travailler ensemble et développer nos pays* », a-t-il déclaré.

Source : Xinhua

Pierre Oued.

De nombreux cas contact d'Ebola repérés



Ebola en Côte d'Ivoire

La maladie à virus Ebola (autrefois appelée aussi fièvre hémorragique à virus Ebola) est une maladie grave, souvent mortelle chez l'homme. Le virus se transmet à l'homme à partir des animaux sauvages et se propage ensuite au sein des populations par transmission interhumaine

Selon France 24, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué, le jeudi 19 août 2021, qu'en Côte d'Ivoire, quarante-neuf personnes ont été "cas contact" au virus Ebola à Abidjan, et non cas positifs, comme précédemment annoncé sur notre site. Ces personnes ont été en contact avec une jeune Guinéenne qui avait quitté, par la route, la ville de Labé, en Guinée, la semaine dernière, pour se rendre dans la capitale économique ivoirienne, distante de 1 500 km. Toujours, selon la même source, un médecin ivoirien a précisé que 70 personnes étaient à bord du car dans lequel a voyagé la jeune femme. «Trente-trois sont arrivées à Abidjan, et le reste est disséminé dans toute la Côte d'Ivoire», a-t-il dit. Le car a notamment fait escale à Duékoué et Guezabo (Ouest),

La suite à la page 15

La suite de la page 14

ainsi que dans la capitale administrative ivoirienne Yamoussoukro. Trois cas ainsi suspectés ont été déclarés négatifs au virus Ebola, selon les autorités sanitaires ivoiriennes.

Rfi a rapporté que, selon le Dr Diallo, les passagers ont passé la nuit à bord du minibus. Ils ont fait un arrêt repas à Kissidougou le 9 août, puis une pause à Macenta, avant d'arriver à Nzérékoré dans le Sud-Est du pays vers 22h. Cependant, le témoignage de la patiente guinéenne diverge sur le premier de ces points. Elle a confié au porte-parole du comité de veille, le professeur Eholie, qui la soigne à l'hôpital d'Abidjan, qu'elle a dormi dans une mosquée à Marela dans la nuit du 8 au 9 août, pour repartir à 6h à bord du minibus.

Toujours selon le professeur Eholie, la voyageuse guinéenne ressent les premiers symptômes, vomissements et douleurs diffuses à son arrivée à Nzérékoré. Le scientifique ajoute que, pour cette raison, elle ne se rappelle pas à quelle heure elle est repartie de cette ville de Guinée forestière qui jouxte la frontière ivoirienne.

Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS-Afrique a salué «la solidarité remarquable» entre la Guinée et la Côte d'Ivoire, face à Ebola et «la rapidité de réaction» des autorités ivoiriennes, a indiqué France 24. Aussi, la Guinée, assistée de l'OMS, a-t-elle livré à son voisin 5 000 doses de vaccin anti-Ebola deux jours après l'annonce, le 14 août, de la détection du virus sur la jeune femme infectée. Les vaccinations ont débuté, le lundi 16 août 2021, en Côte d'Ivoire.

Il faut rappeler que bien que la Côte d'Ivoire ait des frontières communes avec la Guinée et le Liberia, le pays n'avait enregistré aucun cas confirmé de la maladie à virus Ebola depuis 1994, année où un scientifique avait été infecté durant une épidémie chez les chimpanzés.

Fatimata COMPAORE

"Urgence de santé publique" en Gambie après découverte de 2 cas de poliovirus

Deux cas de poliovirus ont été détectés à la suite des prélèvements environnementaux réalisés dans les égouts. Cette découverte a motivé la déclaration par l'Etat depuis le 18 août 2021 d'une «urgence de santé publique».

Une nouvelle politique de prélèvements d'échantillons a été mise en place en mai en Gambie, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé.»Deux prélèvements effectués dans des égouts de Banjul et de Kotu (localité touristique près de Banjul, ndlr) ont été positifs au poliovirus», a indiqué le ministre gambien de la Santé, Ahmadou Lamin Samateh, cité par africa radio. «Il est important de souligner que cette découverte révèle que le poliovirus circule, mais ne signifie pas que des cas de

La suite à la page 16

La suite de la page 15



les autorités vont lancer une campagne de sensibilisation et accroître la surveillance épidémiologique

paralysie ont été détectés parmi la population», a-t-il précisé. En déclarant cette urgence de santé publique, les autorités vont notamment lancer une campagne de sensibilisation et accroître la surveillance épidémiologique, selon le Figaro. Le gouvernement prévoit aussi, «au moins deux campagnes de vaccination massive», ciblant les enfants de moins de cinq ans.

Le poliovirus sauvage déclaré "éradiqué d'Afrique" en août 2020

En août 2020, l'OMS, évoquant un «moment historique», a annoncé que le poliovirus sauvage avait été «éradiqué» d'Afrique après quatre années consécutives sans cas déclarés et des efforts massifs de vaccination des enfants. Le poliovirus sauvage ne sévit plus qu'au Pakistan et en Afghanistan. Mais une autre forme de poliovirus, dérivé d'une souche vaccinale, peut se propager, sous sa forme excrétée par les selles, dans des zones où l'assainissement est insuffisant. Cette forme atténuée devient plus dangereuse après une mutation qui se produit lorsque la couverture vaccinale est faible et donne au virus la possibilité de se multiplier, selon l'OMS. A noter que le poliovirus sauvage était endémique partout dans le monde jusqu'à la découverte d'un vaccin dans les années 1950.

Oumou KONATE

Incendie au Maroc: Plus de 700 hectares en fumée

Au Maroc, plus de 500 personnes dont des pompiers et des militaires sont toujours mobilisées pour venir à bout des incendies survenus dans la nuit de dimanche à lundi dernier. C'est ce qu'a indiqué le chef du Centre national de gestion des risques climatiques forestiers, Fouad Assali, à l'agence de presse officielle MAP.

Selon africanews, plus de 700 hectares d'une forêt qui se trouve près de la ville touristique de Chefchaouen dans le nord ont déjà été engloutis par les feux déclarés dans la nuit du dimanche à lundi. Une vague de chaleur traverse le Maroc depuis vendredi, avec des températures pouvant aller jusqu'à 49 degrés, et se poursuivait le 17 août 2021, selon le Département de météorologie. Selon les

La suite à la page 17

La suite de la page 16



Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'incendie

journalistes sur place, les feux, qui n'ont fait aucune victime, étaient en recul lundi 16 août. Une enquête a été ouverte pour déterminer leurs causes. Le bassin méditerranéen est touché ces deux dernières semaines par des incendies, notamment en Grèce, en Turquie et en Algérie. Dans ce dernier pays, quelque 90 personnes, dont 33 soldats, sont mortes ou portées disparues depuis une semaine dans les incendies, en majorité d'origine criminelle, selon les autorités rapporte notre source. Le site d'information 20 minutes affirme que le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'octroyer une allocation financière d'un million de dinars aux familles des victimes civiles et militaires. En revanche, tous les feux ont été éteints à Tizi Ouzou, en Kabylie, la région la plus touchée par ces incendies dans le nord de l'Algérie, a précisé la Protection civile. Au delà des importants dégâts matériels et de la carence des pouvoirs publics mise en lumière lors de ces incendies, les Algériens ont été particulièrement choqués par le lynchage et l'immolation d'un homme, accusé à tort, de pyromanie. Au total, 49 suspects ont déjà été arrêtés à la suite du drame, selon les médias locaux. Il faut noter que le réchauffement climatique augmente la probabilité des canicules et des sécheresses et, par ricochet, des incendies.

Oumou KONATE

11 000 Camerounais en fuite au Tchad après des violences communautaires

Au moins 10.000 Camerounais ont fui, depuis mercredi, l'Extrême-Nord du pays, en proie à des violences intercommunautaires, et ont trouvé refuge au Tchad voisin, où les besoins humanitaires sont «pressants», a indiqué dimanche 15 août l'Onu à l'AFP.

Les affrontements entre pêcheurs et bergers, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, dans l'arrondissement du Logone-Birni, près de la frontière avec le Tchad, ont fait au moins 12 morts et 48 blessés, selon un bilan annoncé jeudi par les autorités camerounaises. Depuis, les violences se sont poursuivies, sans que les autorités ne communiquent un quelconque bilan. «Quelque 10.000 personnes ont fui depuis mercredi le conflit intercommunautaire et ont trouvé refuge à Oundouma, au sud de N'Djamena», la capitale tchadienne, a déclaré, à l'AFP, Iris Blom,

La suite à la page 18

CAMEROUN

La suite de la page 17



Des affrontements, entre pêcheurs et bergers dans l'Extrême-Nord du Cameroun, ont fait au moins 12 morts et 48 blessés

représentante adjointe du HCR au Tchad, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés. «Ces déplacés sont composés à 85% de femmes et d'enfants», a-t-elle poursuivi. «Les besoins pressants sont les services de santé, les abris et les vivres», a avancé Iris Blom qui estime que «cette hospitalité généreuse pèse lourd sur la population hôte».



Quelque 10 938 Camerounais, majoritairement des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été accueilli depuis à Oundouma, une localité tchadienne située au bord du fleuve Logone

Réfugiés

Selon Midjiyawa Bakari, gouverneur du Logone-Birni,les violences sont parties d'un fait banal. «Quelques populations Mousgoums ont érigé des digues pour aménager leurs lieux de pêche» où «les bergers arabes Choas viennent abreuver leur bétail». Selon le gouverneur, «un incident survenu entre deux personnes» a dégénéré en affrontements entre communautés. Les protagonistes ont utilisé des machettes, couteaux et flèches notamment, selon une autorité citée par l'AFP. «Nous avons pris des dispositions sécuritaires pour caser les réfugiés, les mettre en sécurité et sécuriser notre frontière pour éviter la transposition du conflit au Tchad parce que ce sont les mêmes populations qui vivent de part et d'autre de la frontière avec le Cameroun», a déclaré dimanche à l'AFP, Gayang Souare, gouverneur du Chari-Baguirmi, où se trouvent les réfugiés. Selon lui, des familles ont accueilli certains déplacés et d'autres ont trouvé refuge dans des écoles et des églises.

Source: APF/ rtbf.be

K. FIAKOFI

AFRIQUE DU NORD

Coopération bilatérale : L'algérie rompt ses relations diplomatiques avec le Maroc



L'Algérie et le Maroc ont la plupart du temps eu des rapports de méfiance

Selon plusieurs médias, notamment Radio France Internationale (RFI), Alger a annoncé dans la soirée du 24 août 2021, la rupture de ses relations diplomatiques avec Rabat. L'information a été révélée par le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, lors d'une conférence de presse.

«*L'Algérie a décidé de rompre les relations diplomatiques avec le royaume du Maroc à partir de ce jour* », a déclaré Ramtane Lamamra, dans des propos rapportés par nos confrères de RFI. Sur les raisons d'une telle décision, le diplomate algérien confie au micro du média français que cette décision se justifie par le fait que « *l'histoire avait montré que le royaume du Maroc n'a jamais cessé de mener des actions hostiles à l'encontre de l'Algérie*». Il pointe ainsi du doigt la responsabilité du royaume chérifien dans la genèse et l'aggravation des crises dans la région du Maghreb. Les deux voisins, algériens et marocains, depuis belle lurette, se sont toujours accusés mutuellement d'ingérence dans les affaires intérieures de leurs États. La dernière accusation en date, à en croire certaines sources, est celle portée par Alger contre Rabat, l'accusant de soutenir un groupe terroriste, présumé responsable des incendies de ces derniers jours qui ont fait des ravages en Kabylie, dans la partie nord du pays. « *La rupture des relations diplomatiques est entrée dans les faits aussitôt, mais les consulats, dans les deux pays, resteront ouverts* » a aussitôt tempéré Lamamra. Ces deux voisins, il faut le rappeler, ont eu, en permanence, des relations marquées de tensions et de méfiance. La question du Sahara occidental et le soutien présumé du Maroc aux indépendantistes du Front Polisario ont parfois été la pomme de discorde entre ces pays du Maghreb, cette partie nord du continent noir.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

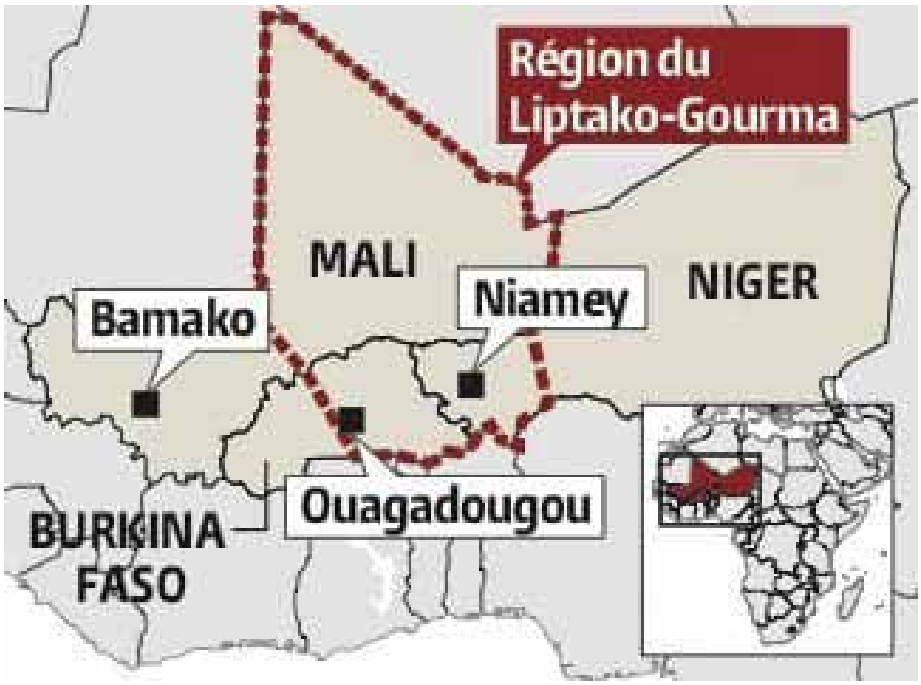
SAHEL

Terrorisme : Des armes de fabrication européenne circulent au Sahel, selon un rapport d'Amnesty

D'où viennent les armes et les munitions qui endeuillent le Sahel ? C'est à cette question qu'a tenté de répondre l'ONG Amnesty International dans son rapport rendu public ce 23 août 2021 selon RFI. Selon l'ONG, le GSIM, lié à Al-Qaida, au Nord, et le groupe «État islamique au Grand Sahara», au Sud utilisent des armes de fabrication européenne et notamment serbe.



Au Sahel, 95 % des fusils d'assaut sont des Kalachnikovs, le reste sont des armes de fabrication occidentale



Les groupes jihadistes récupèrent régulièrement les équipements des armées nationales, lors d'attaques de casernes ou sur des soldats tués dans des combats

Deux groupes djihadistes terrorisent la région à savoir le GSIM, lié à Al-Qaida, et le groupe «État islamique au Grand Sahara», désigné ennemi numéro un par Paris. Depuis l'éclatement de la crise au Mali en 2012, l'origine des nombreuses armes qui circulent dans la zone alimente en effet les conjectures. La Libye a été, à un moment, la principale source de ravitaillement en armes. La prolifération d'armes a en effet été liée à la chute du régime de Kadhafi en 2011 selon l'institut d'étude et de sécurité (ISS). Cependant la donne a changé. En effet, toujours selon l'ISS depuis 2013, le flux d'armes provenant de Libye aurait connu une baisse, sous l'effet de divers facteurs. D'autres canaux d'approvisionnement des groupes ont ainsi été décelés par l'ONG Amnesty International.

La suite à la page 21

La suite de la page 20

La France, la Slovaquie et la République tchèque exportent aussi des armes au Sahel

Amnesty International a analysé plus de 400 photos et vidéos diffusées par la branche sahélienne du groupe État islamique et par le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans lié à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), mais aussi par des milices locales d'auto-défense - Dan na Ambassagou au Mali ou les VDP (Volontaires pour la défense de la patrie) au Burkina entre janvier 2018 et mai 2021, indique RFI. Si la plupart des armes identifiées sont de vieilles Kalachnikovs datant de l'ère soviétique, Amnesty a également identifié douze cas dans lesquels les combattants avaient des armes plus récentes fabriquées par une entreprise serbe, Zastava. « *Des M70AB2, des M92 et des M05. Ce sont des fusils mitrailleurs qui sont assez présents dans les arsenaux des groupes armés, que ce soit les groupes extrémistes violents ou bien les groupes d'auto-défense. C'est pour cela que cette entreprise a été signalée en particulier* », a expliqué à RFI Ousmane Diallo, chercheur spécialisé sur le Sahel à Amnesty International. L'ONG a souligné dans son rapport que la France, la Slovaquie et la République tchèque exportent aussi des armes au Sahel et appelle ces pays, mais aussi les gouvernements sahéliens qui reçoivent ces armes, à mieux contrôler leur utilisation.

Pierre Oued.

Climat : Un milliard d'enfants "très fortement exposés" aux changements climatiques



Ensemble, les 33 pays « à très haut risque » ne totalisent que 9 % des émissions mondiales de CO2, contre près de 70 % pour les 10 plus gros émetteurs de la planète, dont seul un est classé comme « à très haut risque » dans l'Indice.

Un rapport de l'UNICEF, publié le 20 août 2021, sonne l'alerte sur les impacts du changement climatique sur les enfants. Un milliard d'enfants serait exposé aux effets néfastes de ce dérèglement climatique à travers le monde. En Afrique, l'alerte sonne plus pour les enfants de la République centrafricaine, du Tchad, du Nigéria, de la Guinée et enfin la Guinée-Bissau. Une situation qui menace leur santé, leur éducation, leur sécurité et leur fait courir le risque de contracter des maladies mortelles.

C'est dans un rapport intitulé "*La crise climatique est une crise des droits de l'enfant : Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants*"

La suite à la page 22

MONDE

La suite de la page 21

que le Fond des nations unies pour l'enfance a constitué sa première analyse détaillée des risques liés à ces catastrophes naturelles pour les générations futures. Dans ledit rapport, les pays sont classés selon le degré d'exposition des enfants aux chocs climatiques et environnementaux (Cyclones, canicules …) et leur degré de vulnérabilité à ces chocs, mesuré en fonction de leur niveau d'accès à des services essentiels. C'était à l'occasion du troisième anniversaire de la grève mondiale de la jeunesse pour le climat, en collaboration avec le mouvement Fridays for Future (« Les vendredis pour l'avenir »), que l'UNICEF a dévoilé ce rapport indiquant qu'un milliard d'enfants, des 2,2 milliards que compte la terre, vivent dans l'un des 33 pays classés « à très haut risque », a rapporté le quotidien béninois FRATERNITÉ. Déjà en manque de besoins nécessiteux de la vie, ces enfants sont, de surcroît, exposés à de multiples chocs climatiques et environnementaux. Pourtant, ceci n'est qu'un chiffre concernant les enfants touchés à ce jour, puisque cela peut



On estime que 850 millions d'enfants (soit 1 enfant sur 3) vivent dans des zones exposées à au moins quatre facteurs de stress climatique, et pas moins de 330 millions (1 sur 7) dans des régions où se cumulent au moins cinq facteurs majeurs.

être revu à la hausse, vu que les effets du dérèglement climatique risquent d'être pesant dans nos sociétés. A cet égard, Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF, a déclaré, selon FRATERNITÉ que « *c'est la première fois que nous brossons un tableau aussi précis de la vulnérabilité des enfants aux changements climatiques, et celui-ci est extrêmement préoccupant. Les chocs climatiques et environnementaux ont des répercussions sur l'ensemble des droits des enfants, de leur droit à un air pur, à de la nourriture et à de l'eau salubre, à l'éducation et au logement, à la protection contre l'exploitation, jusqu'à leur droit à la survie. Aucun enfant ou presque ne sera épargné* ». Elle a aussi rappelé que « *depuis trois ans, des voix d'enfants s'élèvent à travers le monde pour exiger que soient menées des actions concrètes. L'UNICEF relaie leur appel au changement en le doublant d'un constat irréfutable : la crise climatique est une crise des droits de l'enfant* ».

La suite à la page 23

La suite de la page 22

Des chiffres qui interpellent

Selon l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE), cité par notre source :

• 240 millions d'enfants sont fortement exposés aux inondations côtières ;

• 330 millions d'enfants sont fortement exposés aux inondations fluviales ;

• 400 millions d'enfants sont fortement exposés aux cyclones ;

• 600 millions d'enfants sont fortement exposés aux maladies à transmission vectorielle ;

• 815 millions d'enfants sont fortement exposés à la pollution au plomb ;

• 820 millions d'enfants sont fortement exposés aux canicules ;

• 920 millions d'enfants sont fortement exposés aux pénuries d'eau ;

• 1 milliard d'enfants sont fortement exposés à des niveaux extrêmement élevés de pollution atmosphérique.

L'étude a révélé que les pays les plus touchés font face à des chocs, en dehors de ces catastrophes climatiques, qui mettent en péril tout projet de développement économique, accroissant ainsi le nombre des couches vulnérables et surtout au niveau des plus jeunes.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

Décès d' Hissène Habré : Retour sur le parcours politique de l'ex -dictateur



Hissène Habré, l'ex-président tchadien, est mort à l'âge de 79 ans

L'ex-président du Tchad, Hissène Habré, est mort, à l'âge de 79 ans, au Sénégal où il purgeait une peine de prison à vie pour des crimes contre l'humanité commis durant son règne à la tête du Tchad. L'annonce a été faite mardi 24 août, par le ministre de la justice sénégalais, Malick Sall. Selon le consulat du Tchad à Dakar, l'ex dirigeant est décédé du Covid 19.

Hissène Habré, né le 13 août en 1942 à Faya-Largeau entame des études en France en 1963, à l'Institut des hautes études d'Outre-mer. Il étudie ensuite le droit à Paris, y fréquente l'Institut d'études politiques et fait son éducation politique en dévorant Frantz Fanon, Ernesto «Che» Guevara, Raymond Aron. De retour au Tchad après la fin de ses longues études en 1972, Hissène Habré rejoint le Frolinat, puis fonde les Forces armées nationales du Tchad (FANT). À partir de 1974, il se fait connaître à l'étranger en

La suite à la page 24

TCHAD

La suite de la page 23



L'ancien président tchadien, Hissène Habré, a été emporté ce mardi 24 août par la Covid-19.

retenant en otage, durant trois ans, l'ethnologue française Françoise Claustre, obligeant la France à négocier avec la rébellion. Il deviendra ensuite Premier ministre du président Félix Malloum, avec qui il rompra, puis ministre de la Défense de Goukouni Weddeye, président du Gouvernement d'union nationale créé en 1979. Nationaliste convaincu et farouchement opposé au dirigeant libyen de l'époque Mouammar Kadhafi, qui a les sympathies de Weddeye, il rompt peu après avec son ancien allié déclenchant une guerre civile à N'Djamena. Il combat ainsi Goukouni Weddeye, soutenu par Tripoli, pour rentrer victorieusement à N'Djamena en 1982. Son régime, soutenu face à Kadhafi par la France et les États-Unis, durera huit ans. En décembre 1990, Hissène Habré perd le pouvoir au profit de son successeur Idriss Deby Itno et se réfugie à Dakar au Sénégal.

Condamné pour crimes contre l'humanité

Hissène Habré a été inculpé puis poursuivi pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, viols, exécutions. Il a longtemps échappé à la justice africaine. Il a été finalement jugé et condamné à perpétuité le 30 mai 2016 par les Chambres africaines extraordinaires (CAE) pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, tortures et viols.

GHO Djakaridja

ZAMBIE

Hakainde Hichilema, investi président zambien



L'opposant devenu président, Hakainde Hichilema, devra s'attaquer au problème d'une dette estimée à 10 milliards d'euros

Hakainde Hichilema a pris les rênes de la Zambie ce mardi 24 août 2021. Il promet de redresser l'économie de ce pays d'Afrique australe, rongé par une dette colossale, et de garantir «une réelle liberté» à tous ses concitoyens.

L'ex éternel opposant a prêté serment devant des milliers de partisans au stade des Héros à Lusaka. D'après le site d'information africanews, Hichilema a promis dans un tweet, «une nouvelle aube en Zambie».

«Je jure de remplir fidèlement et avec diligence mes devoirs», a-t-il déclaré, la main sur la bible, après avoir salué longuement la foule à dominante rouge, couleur de son parti et de sa cravate du jour. Selon le site d'information VOA Afrique, plusieurs chefs d'Etat, mais aussi des figures d'opposition régionales, sont venus saluer une transition politique en douceur, sur un continent dont l'histoire récente a été marquée par des dirigeants autoritaires s'accrochant longtemps au pouvoir. «Nous avons montré au monde entier la résilience de notre démocratie», a déclaré sous les acclamations celui que la rue appelle «HH» ou «Bally», terme affectueux pour désigner un aîné. Candidat à 59 ans pour la sixième fois - il avait juré que ce serait la dernière. A noter que Hichilema a été élu le 12 août 2021, grâce à une très forte participation et avec près d'un million de voix d'avance, face au sortant Edgar Lungu. «La baisse du coût de la vie sera bientôt une réalité», a-t-il assuré ce mardi 24 Août 2021, alors que l'inflation a rendu ces dernières années les produits de première nécessité inabordables pour une population dont plus de la moitié vit sous le seuil de pauvreté. On retient que dans les prochains mois, les regards seront tournés vers le nouveau président zambien pour voir "s'il joint l'acte à la parole». Lors de la cérémonie d'investiture, le nouveau président a assuré que, désormais, les Zambiens doivent pouvoir prendre «trois repas décents par jour», a rapporté le point.fr

Oumou KONATE

BURKINA FASO

Audiences au palais de Kosyam : Kahloun et Domba chez le président Kaboré



L'ambassadeur tunisien en fin de mission Mohamed Kahloun (g.) et le président du HCDS ont été successivement reçus par le président Kaboré

Le 24 août 2021, le président du Faso, Roch Kaboré, a reçu, successivement, en audience au palais de Kosyam, l'ambassadeur tunisien en poste à Ouagadougou et le président du Haut Conseil du Dialogue Social (HCDS). A leurs sorties, les deux hôtes se sont entretenus avec les Hommes de médias.

Mohamed Kahloun a fait ses adieux au Burkina

Le premier à être reçu par le président du Faso est le diplomate tunisien, Mohamed Kahloun (MK). Pour ce dernier qui dit être en fin de mission, après quatre ans de service au pays des Hommes intègres, il est venu faire ses adieux au locataire du palais. A l'entendre, son passage dans ce pays a été placé sous le signe du renforcement de la coopération bilatérale. «Nos deux pays ont réalisé beaucoup de choses sur le plan bilatéral notamment dans les domaines économique, social, de la formation professionnelle et celui de la recherche», a confié celui qui affirme être le premier diplomate tunisien résident au Burkina. L'hôte du président Kaboré a, par ailleurs, relevé un réchauffement des relations diplomatiques entre Tunis et Ouagadougou, au cours de ces dernières années. «On note également un dynamisme accéléré, quant aux visites réciproques des hauts responsables de nos deux pays, malgré le contexte sanitaire actuel qui limite parfois les déplacements», a laissé entendre MK.

Domba Palm présente le rapport du HCDS à Roch Kaboré

A la suite du diplomate tunisien, c'était au tour du président du Haut Conseil

La suite à la page 27

La suite de la page 26

du Dialogue Social (HCDS) d'être reçu par Roch Kaboré. A sa sortie d'audience, Domba Jean Marc Palm a affirmé être venu remettre un rapport sur le fonctionnement de son institution au chef de l'Etat. Et sur la nature de ce rapport il déclare : «c'est un rapport des activités générales du HCDS en trois ans d'existence». Le renforcement des capacités des acteurs, la sensibilisation et le règlement des litiges dans le domaine du travail sont, entre autres, les éléments contenus dans ce rapport, de l'avis de ses rédacteurs. Domba Palm, voulant couper court à la rumeur sur la paternité du HCDS, a tenu à préciser que celui-ci a été mis en place avec l›aval de toutes les parties prenantes et **non** de la seule volonté du gouvernement. Pour attester de l'utilité de l'existence de l'institution, son président a soutenu, en conclusion, qu'elle s'est impliquée dans la résolution de beaucoup de contentieux au niveau des différentes couches socioprofessionnelles du pays.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

Sécurité intérieure : Du matériel remis aux Hommes



Une vue partielle du matériel qui a été remis aux Forces de sécurité intérieure

Le 23 août 2021, a eu lieu à Ouagadougou, une cérémonie de remise de matériels aux Forces de sécurité intérieure. Cette remise s'est faite en présence du ministre de la sécurité, Lomboza Maxime Koné, et des responsables des structures bénéficiaires.

D'une valeur de vingt-sept millions trois cents mille (27.300.000) F CFA, le don est composé de kits solaires, de drones, de lunettes de vision nocturne, d'ordinateurs portables et d'ordinateurs de bureau, de téléphones portables, etc. Pour le ministre de la sécurité burkinabè, ce matériel sera immédiatement mis à la disposition des Hommes pour usage effectif. « Désormais, nous n'allons plus traîner avec du matériel destiné à des unités opérationnelles sur le terrain», s'est voulu on ne peut plus clair, Lomboza Maxime Koné. Il a aussi laissé entendre qu'un contrôle sera dorénavant effectué sur l'affectation des matériels offerts : « Nous allons aussi nous donner les moyens de vérifier que le matériel remis est allé là où il est ». Ce dernier a souhaité un bon usage du matériel aux bénéficiaires. Il a aussi remercié les donateurs que sont le ministère burkinabè chargé de l'Énergie et l'ambassade de France au Burkina.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Soudan du Sud: le Premier ministre soudanais a plaidé pour la coopération



Le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, a conclu, le dimanche 22 août dernier, une visite de trois jours au Soudan du Sud, a rapporté RFI. À Juba, il a rencontré ses homologues sudistes, Salva Kiir et Riek Machar, respectivement président et vice-président du pays, à couteaux tirés sur la formation d'une armée unifiée. Selon notre source, il s'est posé comme médiateur dans la crise politique en cours entre le président Salva Kiir et son adjoint Riek Machar. Khartoum s'est également montrée très préoccupée, par les récents affrontements armés qui ont débordé sur son territoire, dans l'État du Nil blanc, entre différentes factions des forces de Machar.

Botswana: Les députés approuvent un prêt de 2,7 milliards de pesos



Après une demande de la ministre des Finances et du Développement économique, Peggy Serame, le parlement botswanais a validé un emprunt de 250 millions de dollars à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), une institution du Groupe de la Banque mondiale, a rapporté weekendpost.co.bw. Serame a expliqué que la raison de cet emprunt, est de pallier aux conséquences du déficit budgétaire, qui était projeté à 6,03 milliards de pesos, 3,0% du PIB en février de cette année et revue à la hausse de 7,75 milliards de pesos, soit 3,6% du PIB botswanais.

Botswana/ Vaccin covid 19: Le gouvernement cède au revendications des enseignants



Le gouvernement botswanais a cédé aux pressions des syndicats de l'enseignement, en donnant la priorité à la vaccination des enseignants avant la réouverture des écoles, a rapporté THE VOICE. La campagne de vaccination des enseignants a débuté, la semaine dernière, par diverses équipes de gestion de la santé du district (DHMT). La réouverture des classes est prévue, le 31 août 2021, a précisé notre source. En rappel, 116 enseignants sont déjà morts du Covid 19, alors que le pays comptait plus de 155 000 cas de covid-19, avec 2 261 décès enregistrés à nos jours.

Maroc : Le gouvernement prolonge l'état d'urgence sanitaire



Lors d'une réunion à Rabat, le lundi 23 août 2021, le Conseil de gouvernement a décidé de prolonger l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national, jusqu'au 31 octobre 2021, a rapporté L'ECONOMISTE.com. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué le gouvernement. A la date du lundi 23 août, le Maroc comptait environ 813 945 cas, avec 730 669 guérisons et 11 889 décès.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Santé Animale: des cas de grippe aviaire détectés au Bénin



Découverte en Côte d'Ivoire et le Togo, respectivement le 28 juillet et le 12 août 2021, c'est au tour du Bénin de faire le constat de l'apparition ce 20 août, d'un foyer du virus de l'influenza aviaire chez des poules pondeuses de 11 mois d'âge présentant des troubles digestifs et une chute de ponte avec 50% de taux de mortalité au début. Le foyer se situe dans le village de Tohouè, proche du Nigéria. D'après la note, cette mortalité massive allant jusqu'à 50% a été observée les deux premiers jours suivant la date d'apparition de la maladie, le 27 juillet 2021, chez les poules pondeuses dans une exploitation où les animaux sont en enclos. Selon les chiffres fournis à l'Oie, on dénombre à la date du 20 août, 6626 têtes de volaille décédées, selon le média Matin Libre.

Cas de choléra au Burkina Faso en provenance du Niger



Au Burkina Faso, un conducteur de pétrolier de 46 ans, de nationalité malienne, originaire du Niger où une épidémie de choléra fait actuellement rage a été admis au Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) à Tanwalbougou, dans la province du Gourma où son état clinique est stable. La confirmation du choléra a été faite par le Laboratoire national de santé publique (LNSP) qui a identifié Vibrio cholerae O1 Ogawa des mêmes sérogroupe et sérotype que celui qui sévit au Niger (nouvelle n°17845 du 12 juillet 2021), à en croire le site mesvaccins.net. Le Ministère de la Santé invite les populations à respecter la prévention, les mesures d'hygiène et d'assainissement, notamment en cette période pluvieuse.

Algérie : Deux chaînes satellitaires privées fermées



Les autorités algériennes ont annoncé, lundi, la fermeture de deux chaînes satellitaires privées en raison de ce qu'elles ont appelé des «manquements à l'éthique professionnelle» constatés lors de leurs activités, a rapporté le site AA. Selon un communiqué du ministère algérien de l'Information, une demande de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV - organisme gouvernemental chargé de contrôler l'activité des chaînes satellitaires) lui a été adressée pour fermer la chaîne «Al-Bilad TV» et lui retirer son accréditation pendant une semaine, à compter du 24 août 2021 à minuit. Le ministère précise qu'il «confirme son retrait de l'accréditation de la chaîne, et demande aux autorités compétentes d'appliquer la décision de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel.»

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Ile Maurice/Covid-19 : Plus de 6 000 licenciés depuis janvier



La pandémie du covid-19 a causé des dommages dans le secteur de l'emploi. Le ministère du Travail a indiqué avoir recensé 6 287 pertes d'emploi, depuis le début de l'année, a rapporté defimedia.info. Une hausse des pertes d'emploi reste toujours en vue, puisque le ministère reçoit au quotidien des plaintes pour licenciement. Selon notre source, les raisons avancées pour justifier ces licenciements sont : la situation financière des entreprises, leur fermeture ou même la réduction de leur personnel, impact du covid-19. Le secteur des PME figure parmi ceux qui sont les plus touchés, alors que l'année dernière, plus de 10 000 personnes s'étaient retrouvées au chômage en raison de la crise sanitaire.

RCA : un collectif des officiers et des soldats FACA expriment leur colère



Un collectif des soldats, des officiers et sous-officiers de forces armées centrafricaines (FACA) ont exprimé leur mécontentement dans un document de 20 pages envoyé au chef de l'État Faustin Archange Touadera rapporte le Journal de Bangui. Dans ledit document, les auteurs ont non seulement exprimé leur rage, mais fait savoir que « Les Forces armées ne sont plus républicaines et non plus au service du peuple comme écrit dans la constitution de la RCA, mais au service de l'exécutif, des gouvernants et leurs alliés les riches expatriés ». Mais l'état-major, de son côté, préfère appeler au calme et tient également à mettre en garde les militaires récalcitrants selon notre source.

Une ONG ougandaise appelle Kinshasa à annuler l'arrêté autorisant l'abattage des espèces protégées



Centre for Citizens Conserving (CECIC), ONG basée à Kasese, en Ouganda, appelle les autorités congolaises à rapporter l'arrêté interministériel autorisant notamment la capture et l'abattage de certaines espèces protégées, a indiqué le média Actualité CD. Si cet arrêté signé, il y a un an, est maintenu et mis en exécution, il y a risque de réduction de la population animale en Ouganda et en RDC, alerte le CECIC qui travaille dans la conservation de la nature en permettant aux communautés d'utiliser durablement les ressources naturelles. L'organisation lutte également contre le braconnage et l'exploitation forestière illégale.

Libéria : Pourquoi les femmes ne se font-elles pas vacciner

Selon Allafrica, les statistiques publiées par le ministère, le jeudi 19 août 2021, ont révélé que les femmes étaient à la traîne de 50% par rapport aux hommes vaccinés, depuis le début de l'administration du vaccin Johnson & Johnson, le 5 août dernier. Les autorités du ministère de la Santé ont révélé, que sur un total de 16 821 personnes vaccinées, en deux semaines, 11 098 étaient des hommes, contre 5 728 femmes, a précisé notre source. Ce qui indique clairement que davantage de femmes ne viennent pas se faire vacciner.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info